

BUDGET : COMPRENDRE POUR MIEUX MOBILISER !

F. Bayrou a quitté la scène politique, mais les idées qui ont construit son budget austéritaire, annonçant une année noire pour le monde du travail, sont toujours là !

Ce n'était pas un plan d'économie mais une déclaration de guerre faite aux droits des travailleur-ses, qui s'ajoutait aux derniers budgets austéritaires ayant déjà mis à mal nos salaires, nos conditions de travail, nos services publics, l'accès à la santé.

La situation d'endettement que connaît la France ne vient pas des dépenses publiques ou d'un état qualifié désormais « d'obèse » par les réactionnaires. Non, les responsables de la situation économique du pays ce sont les gouvernements et E. Macron, par leur obsession pour la politique de l'offre, jamais remise en cause.

Nous subissons une politique capitaliste ultralibérale, la justice fiscale n'est plus la norme, la contribution par les plus riches devient un sujet polémique, leur consentement même à l'impôt est remis en cause. **C'est un pouvoir aux services des plus riches qui reste sourd aux urgences sociales : salaires, conditions de travail, santé, éducation, écologie.**

Lors de ses annonces budgétaires, F. Bayrou a choisi, comme les anciens gouvernements, de faire payer une nouvelle fois les travailleur-ses, notamment les privé-es d'emploi, et a stigmatisé les agent-es du service public.

Lors de la prise de parole de F. Bayrou le 15 juillet, il fallait noter comment il a évacué en deux minutes un sujet majeur : le montant délirant des aides publiques versées aux entreprises !

C'est Robin des bois à l'envers !

Depuis la publication d'un rapport du Sénat le 1^{er} juillet 2025 par la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises, il est établi que ce montant est de 211 milliards d'aides par an.

Ce montant est plus élevé que celui calculé par la CGT qui alerte depuis



plusieurs années sur le danger de la politique de l'offre qui amène l'État à distribuer de l'argent aux grandes entreprises (plus de 1000) sans contrôle et encore moins de contrepartie !

F. Bayrou a balayé ce rapport en remettant en cause le travail du Sénat, et pour cause, ce montant révèle la vraie nature du libéralisme : redistribuer aux grandes entreprises, générant des profits, de l'argent public au détriment du bien commun.

Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent donc 211 milliards d'aides publiques, la Macronie et ses soutiens veulent faire encore payer l'addition aux travailleur-ses, aux retraité-es et aux précaires.



Au moment où nous écrivons ces lignes, S. Lecornu n'avait pas encore annoncé son gouvernement. Mais le casting importe peu car **c'est toujours la politique de l'offre qui domine. Ce sont les mêmes choix qui construiront le même type de budget profondément inégalitaire et injuste, à nous d'imposer un contre-modèle !**



UN BUDGET DE SOLIDARITÉ ET D'ÉGALITÉ C'EST POSSIBLE !

F. Bayrou recherchait 40 milliards d'économies dans le budget, tout en assumant de distribuer 211 milliards d'aides aux entreprises !

Il est tout à fait possible de construire un budget répondant à nos revendications. Il faut commencer par stopper la politique de l'offre en contrôlant strictement les aides publiques versées aux entreprises. Mais il faut aussi aller chercher de nouvelles recettes. Pour y arriver plusieurs propositions sont avancées par la CGT.

LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Près de 100 milliards d'euros par an échappent au budget de l'État en raison de l'évasion fiscale. Face à cela, il faut une volonté politique et investir dans les services de l'État qui luttent contre la fraude. D'autant plus que ses moyens et procédés évoluent plus vite que les législations et les moyens de contrôle et que les comportements de détournement des nouvelles règles sont également accompagnés et encouragés par certaines banques ou cabinets de conseil.

RÉSORBER L'INÉGALITÉ SALARIALE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.

Plus de salaires, c'est aussi plus de cotisations pour notre système de protection sociale ! Il n'est plus possible que les femmes soient, en moyenne, payées 23% de moins que les hommes. Si on payait les femmes autant que les hommes, cela résoudrait le déficit de nos régimes de retraite et permettrait de payer en partie la facture de l'abrogation de la réforme des retraites. Un des leviers pour l'égalité, c'est la revalorisation des métiers dits féminisés. C'est un fait : 30 % des femmes sont enfermées dans des emplois à temps partiels, dont beaucoup sont contraints, avec des salaires bien inférieurs au seuil de pauvreté. Les



femmes sont concentrées dans des métiers dévalorisés financièrement et socialement : les métiers du soin et du lien qu'il y a urgence à revaloriser.

Les femmes sont bloquées par le plafond de verre, et n'ont pas de déroulement de carrière, notamment au prétexte de la maternité. C'est sur ces leviers qu'il faut agir, ce que refuse le patronat aidé par l'inaction d'E. Macron.

APPLIQUER LE TAXE ZUCMAN : TAXER LES PLUS RICHES

Appelée « taxe Zucman », du nom de l'économiste dont les travaux ont largement inspiré ce texte législatif, **cette contribution rapporterait entre 15 et 25 milliards d'euros par an, en taxant à hauteur de 2 % les 1 800 foyers fiscaux qui possèdent un patrimoine supérieur à 100 millions d'euros et qui**

sont, proportionnellement, bien moins imposés que les autres.

Le taux de rendement du patrimoine des ultra riches augmentant d'environ 7 % par an en plus de l'inflation, les taxer à 2 % leur laisserait encore une marge d'enrichissement de 5 % par an, bien plus importante que la majeure partie de la population.



La loi a été adoptée par l'Assemblée Nationale en février 2025 mais rejetée par le Sénat en juin. Il ne tient qu'à nous de **faire connaître cette loi pour que l'Assemblée nationale la vote définitivement lors de l'adoption du prochain budget !**

UNE AUSTÉRITÉ QUI A DES CONSÉQUENCES !

F. Bayrou n'est plus là, mais ses projets néfastes pour nos métiers et nos missions de service publics n'ont pas disparu. Il a poussé loin la provocation, mais en réalité il a permis de voir jusqu'où peut aller le camp libéral.

LE BUDGET BAYROU : UNE CURE D'AUSTÉRITÉ SANS PRÉCÉDENT POUR LE MONDE DU TRAVAIL ET FANTASME DES LIBÉRAUX !

- Une "année blanche", c'est à dire le gel des pensions des retraité-es, des prestations sociales (aides au logement, allocation adultes handicapé-es, allocations familiales...), des budgets des services publics, des salaires des fonctionnaires et l'augmentation des impôts et de la CSG ; un appauvrissement de chacun-e de plusieurs centaines d'euros chaque année.

- 2 jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés, dont le 8 mai, en lorgnant sur la 5^{ème} semaine de congés payés. Pour les agent-es de l'éducation, la menace pèserait sur les 2 jours de fractionnement.

- Déremboursements des médicaments et des consultations, notamment pour les malades en affections de longue durée, sans lutte sur ces affections de longue durée qui se développent en raison d'un environnement dégradé par la pollution et les polluants éternels.



- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et de nombreuses agences de l'État, et non-remplacement d'un-e fonctionnaire sur trois, possible grâce aux politiques libérales menées telle que la révision générale des politiques publiques soumise à la soutenabilité financière dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques.

- Un nouveau tour de vis, le plus violent de tous, pour les privé-es d'emploi dont les droits ont déjà été divisés par 2 depuis qu'Emmanuel Macron est Président de la République.



En revanche, la nécessaire justice fiscale était encore une fois renvoyée à jamais. Ces annonces étaient en total décalage avec les attentes du monde du travail et bradaient notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, l'industrie...

La CGT s'est mobilisée dès la fin de la période estivale, avec un appel aux 10 et 18 septembre pour empêcher les violents reculs sociaux. Mais au-delà de F. Bayrou et de son budget, nous devons gagner sur le fond car les attaques n'ont pas commencé avec le budget Bayrou, en effet, les attaques se multiplient depuis plusieurs années.

Tout d'abord, nos salaires sont bloqués depuis plusieurs années, dans beaucoup de secteurs la seule possibilité de voir son salaire augmenter, c'est l'évolution dans la grille, aucune revalorisation de nos salaires, malgré une inflation importante.

Avant les annonces de F. Bayrou, la rumeur a circulé d'un gel de cet avancement, une année ultra blanche !

Certes, cette idée a été abandonnée, mais elle permet de constater que l'enjeu de l'attractivité de nos métiers est seulement de l'affichage et qu'il n'y a aucune volonté politique réelle de revaloriser sérieusement nos salaires !

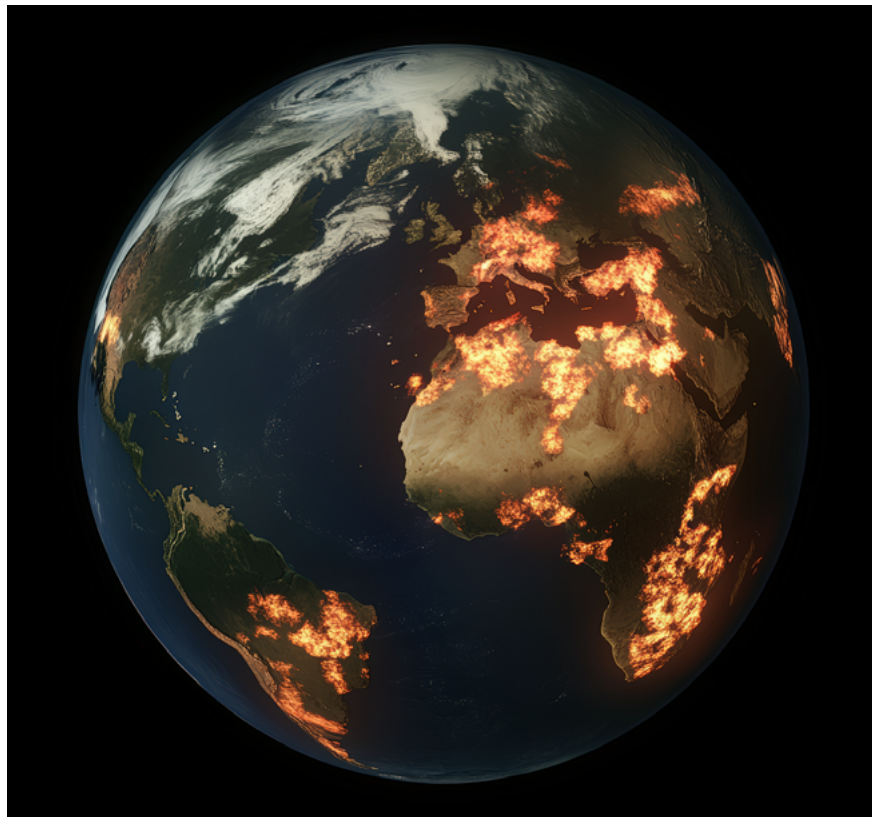


UNE AUSTÉRITÉ QUI A DES CONSÉQUENCES !

La situation dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche est dramatique au niveau budgétaire, ce sont plusieurs milliards de perdus ces dernières années, il est temps de gagner un budget qui réponde aux besoins.

Une des conséquences les plus visibles concerne le traitement réservé aux étudiant-es, le nombre de recalé-es de Parcoursup bat des records à cette rentrée universitaire avec plus de 103 000 candidat-es toujours en attente d'affectation, après la phase principale d'admission en juillet. Autour de 50 826 lycéen-nes, 34 826 étudiant-es et 17 930 candidat-es scolarisé-es à l'étranger sont sans affectation pour la rentrée 2025. L'an dernier à la même période, ce chiffre était de 85 000 candidat-es. On ne peut que constater que la mise en place de Parcoursup n'a en rien réglé le problème des places insuffisantes dans l'enseignement supérieur, et en particulier dans les universités. Cela participe même de la dégradation de la situation : en effet, un tiers seulement des étudiant-es obtient sa licence en trois ans. Ce chiffre, révélé par l'étude annuelle « Regards sur l'éducation » publiée mardi 9 septembre, souligne les fausses promesses de Parcoursup et de la réforme du bac.

La recherche d'économies se base sur l'obsession de la rentabilité financière,



à l'opposé du sens même de nos missions de services publics dont l'objectif est le bien commun sur le long terme. Cela amène à des choix délétères dans les universités avec des fermetures de filières qui ne sont pas jugées assez « remplies ». Un rapport du Sénat, mis en avant par F. Bayrou dans sa prise de parole, préconise la fusion et la suppression de différents opérateurs de l'État. Ces outils nécessaires au bien commun sont dans le viseur, comme l'AFPA qui porte une mission de service public de formation professionnelle, un acquis pour le monde du travail, et un droit comme la reconversion professionnelle en particulier dans la crise de désindustrialisation et de pertes d'emplois actuelles. Des structures luttant contre le dérèglement climatique sont aussi menacées.

Ces budgets d'austérité font le choix de l'inaction face au changement clima-

tique et renoncent à mettre en place l'indispensable transition écologique pour que nos sociétés répondent aux enjeux environnementaux, sur des bases démocratiques, de justice sociale et d'égalité. Nos secteurs sont directement concernés, avec la rénovation du bâti, en particulier scolaire et universitaire, véritable passoire énergétique, en investissant dans la recherche publique, en développant l'enseignement initial et supérieur. Pour que « fin du mois et fin du monde » ne s'opposent pas, la formation professionnelle doit être renforcée pour des reconversions professionnelles de qualité, la création de nouveaux métiers, non délocalisable et socialement valorisés.

Sans budget ambitieux, c'est un véritable renoncement à ce défi majeur qui s'impose de façon cruciale pour les générations suivantes. F. Bayrou nous faisait la leçon sur la dette laissée aux enfants. Et la dette écologique ?